



Décision CODEP-CLG-2016-027468
du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 6 juillet 2016
portant délégation de signature aux agents

Le président de l'Autorité de sûreté nucléaire,

Vu le code de l'environnement, notamment son livre I^{er}, son livre II et son livre V ;

Vu le code de la santé publique, notamment le chapitre III du titre III du livre III de sa première partie ;

Vu le code des transports, notamment le chapitre II du titre V du livre II de sa première partie ;

Vu le code du travail, notamment les livres I^{er} à V et le livre VII de sa quatrième partie et le livre I^{er} de sa huitième partie ;

Vu le décret n° 2007-1368 du 19 septembre 2007 relatif à la mise à disposition à temps partiel de certains fonctionnaires de l'Etat auprès de l'Autorité de sûreté nucléaire ;

Vu le décret n° 2007-1557 du 2 novembre 2007 modifié relatif aux installations nucléaires de base et au contrôle, en matière de sûreté nucléaire, du transport de substances radioactives ;

Vu le décret du 9 novembre 2012 portant nomination du président de l'Autorité de sûreté nucléaire ;

Vu la décision n° 2010-DC-0195 du 19 octobre 2010 de l'Autorité de sûreté nucléaire établissant le règlement intérieur de l'Autorité de sûreté nucléaire ;

Vu la décision n° 2012-DC-0256 de l'Autorité de sûreté nucléaire du 12 janvier 2012 modifiée portant organisation des services de l'Autorité de sûreté nucléaire ;

Vu la décision CODEP-CLG-2016-003067 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 21 janvier 2016 portant organisation des services centraux et des divisions territoriales de l'Autorité de sûreté nucléaire ;

Vu la décision n° 2016-DC-0540 de l'Autorité de sûreté nucléaire du 21 janvier 2016 modifiée portant délégation de pouvoir au président pour prendre certaines décisions ;

Vu la décision CODEP-CLG-2016-012237 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 22 avril 2016 portant nomination à l'Autorité de sûreté nucléaire d'un directeur général par intérim ;

Vu la convention du 14 juin 2010 relative à la mise à disposition à temps partiel auprès de l'Autorité de sûreté nucléaire de onze chefs de services déconcentrés en régions relevant du ministère chargé de l'environnement,

Décide :

Art. 1^{er} : Partie réservée

Art. 2 : Délégation permanente de signature est donnée à M. Alain DELMESTRE, directeur général adjoint assurant l'intérim des fonctions de directeur général, à l'effet de signer, au nom du président :

1°) tous actes et décisions relevant des pouvoirs que le président tient de la loi se rapportant au fonctionnement de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) et à la gestion de ses personnels, en particulier :

- a) tous actes, documents et ordres de mission concourant à l'exécution des opérations de recettes et de dépenses au titre du budget de fonctionnement de l'ASN, ainsi que toutes décisions, tous engagements, documents comptables et pièces justificatives concernant les crédits gérés par l'ASN,
- b) toutes conventions mentionnées aux articles L. 592-12, L. 592-14 et L. 592-16 du code de l'environnement, utiles à l'accomplissement des missions de l'ASN, y compris les contrats de travail,
- c) tous actes et décisions concourant aux actions en justice mentionnées à l'article L. 592-17 du code de l'environnement,

2°) tous actes et décisions mentionnés aux articles 2 et 3 de la décision n° 2016-DC-0540 du 21 janvier 2016 susvisée, ainsi que tous actes se rapportant à l'exécution des décisions du collège de l'ASN.

Art. 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain DELMESTRE, directeur général adjoint assurant l'intérim des fonctions de directeur général, M. Jean-Luc LACHAUME, directeur général adjoint, est habilité à signer, au nom du président :

- 1°) a) tous actes, documents et ordres de mission concourant à l'exécution des opérations de recettes et de dépenses au titre du budget de fonctionnement de l'ASN, ainsi que toutes décisions, tous engagements, documents comptables et pièces justificatives concernant les crédits gérés par l'ASN,
- b) toutes conventions mentionnées à l'article L. 592-12 du code de l'environnement, relatives au recrutement des personnels de l'ASN, quelles qu'en soient les modalités, toutes conventions relatives à la formation des agents de l'ASN ainsi que tous actes de gestion administrative des agents de l'ASN, et également toutes conventions mentionnées à l'article L. 592-16 de ce même code utiles à l'accomplissement des missions de l'ASN,
- c) tous actes et décisions concourant aux actions en justice mentionnées à l'article L. 592-17 du code de l'environnement,

2°) tous actes et décisions mentionnés au point 2) de l'article 2 et à l'article 3 de la décision n° 2016-DC-0540 du 21 janvier 2016 susvisée.

Art. 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain DELMESTRE, directeur général adjoint assurant l'intérim des fonctions de directeur général, M. Julien COLLET, directeur général adjoint, est habilité à signer, au nom du président :

1°) a) tous actes, documents et ordres de mission concourant à l'exécution des opérations de recettes et de dépenses au titre du budget de fonctionnement de l'ASN, ainsi que toutes décisions, tous engagements, documents comptables et pièces justificatives concernant les crédits gérés par l'ASN,

b) toutes conventions mentionnées à l'article L. 592-12 du code de l'environnement, relatives au recrutement des personnels de l'ASN, quelles qu'en soient les modalités, toutes conventions relatives à la formation des agents de l'ASN ainsi que tous actes de gestion administrative des agents de l'ASN, et également toutes conventions mentionnées à l'article L. 592-16 de ce même code utiles à l'accomplissement des missions de l'ASN,

c) tous actes et décisions concourant aux actions en justice mentionnées à l'article L. 592-17 du code de l'environnement,

2°) tous actes et décisions mentionnés au point 2) de l'article 2 et à l'article 3 de la décision n° 2016-DC-0540 du 21 janvier 2016 susvisée.

Art. 5 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain DELMESTRE, directeur général adjoint assurant l'intérim des fonctions de directeur général, M. Luc CHANIAL, secrétaire général, est habilité à signer, au nom du président :

a) tous actes, documents et ordres de mission concourant à l'exécution des opérations de recettes et de dépenses au titre du budget de fonctionnement de l'ASN, toutes décisions, tous engagements, documents comptables et pièces justificatives concernant les crédits gérés par l'ASN, ainsi que tous actes de gestion administrative des agents de l'ASN,

b) toutes conventions mentionnées aux articles L. 592-12 et L. 592-16 du code de l'environnement, relatives au recrutement des personnels de l'ASN, quelles qu'en soient les modalités, ainsi que toutes conventions relatives à la formation des agents de l'ASN.

Art. 6 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain DELMESTRE, directeur général adjoint assurant l'intérim des fonctions de directeur général, Mme Anne-Cécile RIGAIL, directrice de la direction des centrales nucléaires, est habilitée à signer, au nom du président, dans les domaines relevant de ses attributions, tous actes et décisions mentionnés aux points 4), 5) à l'exception des autorisations comportant des prescriptions portant dispositions temporaires pendant la mise en œuvre des modifications mentionnées à l'article L. 593-15 du code de l'environnement qui sont soumises à autorisation, 5-1), 5-4) seulement pour ce qui concerne les décisions prévues au IV de l'article 4 du décret du 2 novembre 2007 susvisé, 8), 10), 21), 22), 24) et 26) de l'article 3 de la décision n° 2016-DC-0540 du 21 janvier 2016 susvisée.

Art. 7 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain DELMESTRE, directeur général adjoint assurant l'intérim des fonctions de directeur général, M. Rémy CATTEAU, directeur de la direction des équipements sous pression, est habilité à signer, au nom du président, dans les domaines relevant de ses attributions, tous actes et décisions mentionnés aux points 10), 11) à l'exception des décisions d'agrément des organismes notifiés ou habilités pour le contrôle des équipements sous pression nucléaires, à l'exception des décisions d'habilitation des organismes intervenant dans le domaine de l'évaluation de la conformité et des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement intervenant dans le domaine du suivi en service des équipements sous pression nucléaires, et à l'exception de la saisine de la CCAP mentionnée au 7° de l'article 24 du décret n° 99-1046 du 13 décembre 1999 relatif aux équipements sous pression, 11-1), 21), 22), 24) et 26) de l'article 3 de la décision n° 2016-DC-0540 du 21 janvier 2016 susvisée.

Art. 8 : 1°) En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain DELMESTRE, directeur général adjoint assurant l'intérim des fonctions de directeur général, M. Vivien TRAN-THIEN, directeur de la direction des transports et des sources, Mme Sylvie RODDE, cheffe du bureau

« radioprotection et sources », et M. Ghislain FERRAN, chef du bureau « contrôle des transports », sont habilités à signer, au nom du président, dans les domaines relevant de leurs attributions, tous actes et décisions mentionnés aux points 5) seulement pour ce qui concerne les décisions relatives au transport interne et à l'exception des autorisations comportant des prescriptions portant dispositions temporaires pendant la mise en œuvre des modifications mentionnées à l'article L. 593-15 du code de l'environnement qui sont soumises à autorisation, 5-1) seulement pour ce qui concerne les décisions relatives au transport interne, 5-4) seulement pour ce qui concerne les décisions prévues au IV de l'article 4 du décret du 2 novembre 2007 susvisé relatives au transport interne, 10), 12) à l'exception des décisions d'agrément initiaux et des décisions d'arrangements spéciaux, 14), 16), 21), 22), 24) et 26) de l'article 3 de la décision n° 2015-DC-0540 du 21 janvier 2016 susvisée,

2°) Partie réservée

Art. 9 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain DELMESTRE, directeur général adjoint assurant l'intérim des fonctions de directeur général, M. Fabien SCHILZ, directeur de la direction des déchets, des installations de recherche et du cycle, et M. Christophe KASSIOTIS, chef du bureau « LUDD et installations de recherche », sont habilités à signer, au nom du président, dans les limites des missions de la direction des déchets, des installations de recherche et du cycle, tous actes et décisions mentionnés aux points 4), 5) à l'exception des autorisations comportant des prescriptions portant dispositions temporaires pendant la mise en œuvre des modifications mentionnées à l'article L. 593-15 du code de l'environnement qui sont soumises à autorisation, 5-1), 5-4), 8), 10), 21), 22), 24) et 26) de l'article 3 de la décision n° 2016-DC-0540 du 21 janvier 2016 susvisée.

Art. 10 : 1°) En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain DELMESTRE, directeur général adjoint assurant l'intérim des fonctions de directeur général, M. Jean-Luc GODET, directeur de la direction des rayonnements ionisants et de la santé, est habilité à signer, au nom du président, dans les domaines relevant de ses attributions, tous actes et décisions mentionnés aux points 10), 14), 16), 21), 22), 24) et 26) de l'article 3 de la décision n° 2016-DC-0540 du 21 janvier 2016 susvisée,

2°) En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain DELMESTRE, directeur général adjoint assurant l'intérim des fonctions de directeur général, et de M. Jean-Luc GODET, directeur de la direction des rayonnements ionisants et de la santé, Mme Carole ROUSSE, cheffe du bureau « expositions en milieu médical », est habilitée à signer, au nom du président, dans les domaines relevant de ses attributions, tous actes et décisions mentionnés au point 24) de l'article 3 de la décision n° 2016-DC-0540 du 21 janvier 2016 susvisée,

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain DELMESTRE, directeur général adjoint assurant l'intérim des fonctions de directeur général, et de M. Jean-Luc GODET, directeur de la direction des rayonnements ionisants et de la santé, M. Pierrick JAUNET, chef du bureau « expositions des travailleurs et du public », est habilité à signer, au nom du président, dans les domaines relevant de ses attributions, tous actes et décisions mentionnés au point 24) de l'article 3 de la décision n° 2016-DC-0540 du 21 janvier 2016 susvisée.

Art. 11 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain DELMESTRE, directeur général adjoint assurant l'intérim des fonctions de directeur général, Mme Bénédicte GENTHON, directrice de la direction de l'environnement et des situations d'urgence, est habilitée à signer, au nom du président, dans les domaines relevant de ses attributions, tous actes et décisions mentionnés aux points 4), 8-1), 10), 21), 22), 24) et 26) de l'article 3 de la décision n° 2016-DC-0540 du 21 janvier 2016 susvisée.

Art. 12 : 1°) En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain DELMESTRE, directeur général adjoint assurant l'intérim des fonctions de directeur général, M. Patrice GUYOT, délégué territorial – Division de Bordeaux, est habilité à signer, au nom du président, dans les limites de ses attributions territoriales, tous actes et décisions mentionnés aux points 5) à l'exception des autorisations comportant des prescriptions portant dispositions temporaires pendant la mise en œuvre des modifications mentionnées à l'article L. 593-15 du code de l'environnement qui sont soumises à autorisation, 5-1), 5-4), 8), 9), 11) à l'exception des décisions d'agrément des organismes notifiés ou habilités pour le contrôle des équipements sous pression nucléaires, à l'exception des décisions d'habilitation des organismes intervenant dans le domaine de l'évaluation de la conformité et des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement intervenant dans le domaine du suivi en service des équipements sous pression nucléaires, et à l'exception de la saisine de la CCAP mentionnée au 7° de l'article 24 du décret n° 99-1046 du 13 décembre 1999 susmentionné, 11-1) à l'exception des décisions d'habilitation des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement, 14) et 24) dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, 16), 21), 22), 23) et 26) de l'article 3 de la décision n° 2016-DC-0540 du 21 janvier 2016 susvisée, ainsi que les conventions à caractère local mentionnées à l'article L. 592-16 du code de l'environnement,

2°) En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain DELMESTRE, directeur général adjoint assurant l'intérim des fonctions de directeur général, et de M. Patrice GUYOT, délégué territorial, M. Paul BOUGON, chef de la division de Bordeaux, est habilité à signer, au nom du président, dans les limites de ses attributions territoriales, tous actes et décisions mentionnés aux points 5) à l'exception des autorisations comportant des prescriptions portant dispositions temporaires pendant la mise en œuvre des modifications mentionnées à l'article L. 593-15 du code de l'environnement qui sont soumises à autorisation, 5-1), 8) seulement pour ce qui concerne les récépissés de déclarations, les prescriptions spéciales, les prescriptions de l'analyse d'un tiers-expert et les récépissés de notification de cessation d'exploitation d'une installation, 11) à l'exception des décisions d'agrément des organismes notifiés ou habilités pour le contrôle des équipements sous pression nucléaires, à l'exception des décisions d'habilitation des organismes intervenant dans le domaine de l'évaluation de la conformité et des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement intervenant dans le domaine du suivi en service des équipements sous pression nucléaires, et à l'exception de la saisine de la CCAP mentionnée au 7° de l'article 24 du décret n° 99-1046 du 13 décembre 1999 susmentionné, 11-1) à l'exception des décisions d'habilitation des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement, 14) et 24) dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, 16), 21), 22) et 23) de l'article 3 de la décision n° 2016-DC-0540 du 21 janvier 2016 susvisée,

3°) En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain DELMESTRE, directeur général adjoint assurant l'intérim des fonctions de directeur général, de M. Patrice GUYOT, délégué territorial, et de M. Paul BOUGON, chef de la division de Bordeaux, M. Jean-François VALLADEAU, chef du pôle « NPX », est habilité à signer, au nom du président, dans les domaines relevant de ses attributions et dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, tous actes et décisions mentionnés au point 24) de l'article 3 de la décision n° 2016-DC-0540 du 21 janvier 2016 susvisée,

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain DELMESTRE, directeur général adjoint assurant l'intérim des fonctions de directeur général, de M. Patrice GUYOT, délégué territorial, et de M. Paul BOUGON, chef de la division de Bordeaux, M. Bertrand FREMAUX, chef du pôle « REP », est habilité à signer, au nom du président, dans les domaines relevant de ses attributions et dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, tous actes et décisions

mentionnés au point 5-1) de l'article 3 de la décision n° 2016-DC-0540 du 21 janvier 2016 susvisée et au point 24) de l'article 3 de ladite décision seulement pour les actes pris dans le cadre des instructions des décisions en matière d'autorisation prévues à l'article 26 du décret du 2 novembre 2007 susvisé.

Art. 13 : 1°) En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain DELMESTRE, directeur général adjoint assurant l'intérim des fonctions de directeur général, M. Patrick BERG, délégué territorial – Division de Caen, est habilité à signer, au nom du président, dans les limites de ses attributions territoriales, tous actes et décisions mentionnés aux points 5) à l'exception des autorisations comportant des prescriptions portant dispositions temporaires pendant la mise en œuvre des modifications mentionnées à l'article L. 593-15 du code de l'environnement qui sont soumises à autorisation, 5-1), 5-4), 8), 9), 11) à l'exception des décisions d'agrément des organismes notifiés ou habilités pour le contrôle des équipements sous pression nucléaires, à l'exception des décisions d'habilitation des organismes intervenant dans le domaine de l'évaluation de la conformité et des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement intervenant dans le domaine du suivi en service des équipements sous pression nucléaires, et à l'exception de la saisine de la CCAP mentionnée au 7° de l'article 24 du décret n° 99-1046 du 13 décembre 1999 susmentionné, 11-1) à l'exception des décisions d'habilitation des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement, 14) et 24) dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, 16), 21), 22), 23) et 26) de l'article 3 de la décision n° 2016-DC-0540 du 21 janvier 2016 susvisée, à l'exception des actes et décisions relatifs au site de Brennilis.

Il est également habilité à signer, au nom du président, dans les limites de ses attributions territoriales, les conventions à caractère local mentionnées à l'article L. 592-16 du code de l'environnement,

2°) En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain DELMESTRE, directeur général adjoint assurant l'intérim des fonctions de directeur général, et de M. Patrick BERG, délégué territorial, M. Guillaume BOUYT, chef de la division de Caen, est habilité à signer, au nom du président, dans les limites de ses attributions territoriales, tous actes et décisions mentionnés aux points 5) à l'exception des autorisations comportant des prescriptions portant dispositions temporaires pendant la mise en œuvre des modifications mentionnées à l'article L. 593-15 du code de l'environnement qui sont soumises à autorisation, 5-1), 8) seulement pour ce qui concerne les récépissés de déclarations, les prescriptions spéciales, les prescriptions de l'analyse d'un tiers-expert et les récépissés de notification de cessation d'exploitation d'une installation, 11) à l'exception des décisions d'agrément des organismes notifiés ou habilités pour le contrôle des équipements sous pression nucléaires, à l'exception des décisions d'habilitation des organismes intervenant dans le domaine de l'évaluation de la conformité et des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement intervenant dans le domaine du suivi en service des équipements sous pression nucléaires, et à l'exception de la saisine de la CCAP mentionnée au 7° de l'article 24 du décret n° 99-1046 du 13 décembre 1999 susmentionné, 11-1) à l'exception des décisions d'habilitation des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement, 14) et 24) dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, 16), 21), 22) et 23) de l'article 3 de la décision n° 2016-DC-0540 du 21 janvier 2016 susvisée.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain DELMESTRE, directeur général adjoint assurant l'intérim des fonctions de directeur général, et de Mme Annick BONNEVILLE, déléguée territoriale – Division de Nantes, il est habilité à signer, au nom du président, dans les limites de ses attributions territoriales, les actes et décisions mentionnés à l'alinéa précédent pour ce qui concerne le site de Brennilis,

3°) En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain DELMESTRE, directeur général adjoint assurant l'intérim des fonctions de directeur général, de M. Patrick BERG, délégué territorial, et de M. Guillaume BOUYT, chef de la division de Caen, M. Jean-Claude ESTIENNE, chef du pôle « NPX », est habilité à signer, au nom du président, dans les domaines relevant de ses attributions et dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, tous actes et décisions mentionnés au point 24) de l'article 3 de la décision n° 2016-DC-0540 du 21 janvier 2016 susvisée,

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain DELMESTRE, directeur général adjoint assurant l'intérim des fonctions de directeur général, de M. Patrick BERG, délégué territorial, et de M. Guillaume BOUYT, chef de la division de Caen, M. Éric ZELNIO, chef du pôle « EPR », est habilité à signer, au nom du président, dans les domaines relevant de ses attributions et dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, tous actes et décisions mentionnés au point 5-1) de l'article 3 de la décision n° 2016-DC-0540 du 21 janvier 2016 susvisée et au point 24) de l'article 3 de ladite décision seulement pour les actes pris dans le cadre des instructions des décisions en matière d'autorisation prévues à l'article 26 du décret du 2 novembre 2007 susvisé,

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain DELMESTRE, directeur général adjoint assurant l'intérim des fonctions de directeur général, de M. Patrick BERG, délégué territorial, et de M. Guillaume BOUYT, chef de la division de Caen, M. Laurent PALIX, chef du pôle « LUDD », est habilité à signer, au nom du président, dans les domaines relevant de ses attributions et dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, tous actes et décisions mentionnés au point 5-1) de l'article 3 de la décision n° 2016-DC-0540 du 21 janvier 2016 susvisée et au point 24) de l'article 3 de ladite décision seulement pour les actes pris dans le cadre des instructions des décisions en matière d'autorisation prévues à l'article 26 du décret du 2 novembre 2007 susvisé,

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain DELMESTRE, directeur général adjoint assurant l'intérim des fonctions de directeur général, de M. Patrick BERG, délégué territorial, et de M. Guillaume BOUYT, chef de la division de Caen, M. Serge DESCORNE, chef du pôle « REP », est habilité à signer, au nom du président, dans les domaines relevant de ses attributions et dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, tous actes et décisions mentionnés au point 5-1) de l'article 3 de la décision n° 2016-DC-0540 du 21 janvier 2016 susvisée et au point 24) de l'article 3 de ladite décision seulement pour les actes pris dans le cadre des instructions des décisions en matière d'autorisation prévues à l'article 26 du décret du 2 novembre 2007 susvisé.

Art. 14 : 1°) En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain DELMESTRE, directeur général adjoint assurant l'intérim des fonctions de directeur général, Mme Emmanuelle GAY, déléguée territoriale – Division de Châlons-en-Champagne, est habilitée à signer, au nom du président, dans les limites de ses attributions territoriales, tous actes et décisions mentionnés aux points 5) à l'exception des autorisations comportant des prescriptions portant dispositions temporaires pendant la mise en œuvre des modifications mentionnées à l'article L. 593-15 du code de l'environnement qui sont soumises à autorisation, 5-1), 5-4), 8), 9), 11) à l'exception des décisions d'agrément des organismes notifiés ou habilités pour le contrôle des équipements sous pression nucléaires, à l'exception des décisions d'habilitation des organismes intervenant dans le domaine de l'évaluation de la conformité et des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement intervenant dans le domaine du suivi en service des équipements sous pression nucléaires, et à l'exception de la saisine de la CCAP mentionnée au 7° de l'article 24 du décret n° 99-1046 du 13 décembre 1999 susmentionné, 11-1) à l'exception des décisions

d'habilitation des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement, 14) et 24) dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, 16), 21), 22), 23) et 26) de l'article 3 de la décision n° 2016-DC-0540 du 21 janvier 2016 susvisée, ainsi que les conventions à caractère local mentionnées à l'article L. 592-16 du code de l'environnement,

2°) En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain DELMESTRE, directeur général adjoint assurant l'intérim des fonctions de directeur général, et de Mme Emmanuelle GAY, déléguée territoriale, M. Jean-Michel FERAT, chef de la division de Châlons-en-Champagne, est habilité à signer, au nom du président, dans les limites de ses attributions territoriales, tous actes et décisions mentionnés aux points 5) à l'exception des autorisations comportant des prescriptions portant dispositions temporaires pendant la mise en œuvre des modifications mentionnées à l'article L. 593-15 du code de l'environnement qui sont soumises à autorisation, 5-1), 8) seulement pour ce qui concerne les récépissés de déclarations, les prescriptions spéciales, les prescriptions de l'analyse d'un tiers-expert et les récépissés de notification de cessation d'exploitation d'une installation, 11) à l'exception des décisions d'agrément des organismes notifiés ou habilités pour le contrôle des équipements sous pression nucléaires, à l'exception des décisions d'habilitation des organismes intervenant dans le domaine de l'évaluation de la conformité et des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement intervenant dans le domaine du suivi en service des équipements sous pression nucléaires, et à l'exception de la saisine de la CCAP mentionnée au 7° de l'article 24 du décret n° 99-1046 du 13 décembre 1999 susmentionné, 11-1) à l'exception des décisions d'habilitation des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement, 14) et 24) dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, 16), 21), 22) et 23) de l'article 3 de la décision n° 2016-DC-0540 du 21 janvier 2016 susvisée,

3°) En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain DELMESTRE, directeur général adjoint assurant l'intérim des fonctions de directeur général, de Mme Emmanuelle GAY, déléguée territoriale, et de M. Jean-Michel FERAT, chef de la division de Châlons-en-Champagne, Mme Irène BEAUCOURT, cheffe du pôle « REP », est habilitée à signer, au nom du président, dans les domaines relevant de ses attributions et dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, tous actes et décisions mentionnés au point 5-1) de l'article 3 de la décision n° 2016-DC-0540 du 21 janvier 2016 susvisée et au point 24) de l'article 3 de ladite décision seulement pour les actes pris dans le cadre des instructions des décisions en matière d'autorisation prévues à l'article 26 du décret du 2 novembre 2007 susvisé.

Art. 15 : 1°) En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain DELMESTRE, directeur général adjoint assurant l'intérim des fonctions de directeur général, M. Thierry VATIN, délégué territorial – Division de Dijon, est habilité à signer, au nom du président, dans les limites de ses attributions territoriales, tous actes et décisions mentionnés aux points 5) à l'exception des autorisations comportant des prescriptions portant dispositions temporaires pendant la mise en œuvre des modifications mentionnées à l'article L. 593-15 du code de l'environnement qui sont soumises à autorisation, 5-1), 5-4), 8), 9), 11) à l'exception des décisions d'agrément des organismes notifiés ou habilités pour le contrôle des équipements sous pression nucléaires, à l'exception des décisions d'habilitation des organismes intervenant dans le domaine de l'évaluation de la conformité et des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement intervenant dans le domaine du suivi en service des équipements sous pression nucléaires, et à l'exception de la saisine de la CCAP mentionnée au 7° de l'article 24 du décret n° 99-1046 du 13 décembre 1999 susmentionné, 11-1) à l'exception des décisions d'habilitation des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement, 14) et 24) dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, 16), 21), 22), 23) et 26) de l'article 3 de la

décision n° 2016-DC-0540 du 21 janvier 2016 susvisée, ainsi que les conventions à caractère local mentionnées à l'article L. 592-16 du code de l'environnement,

2°) En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain DELMESTRE, directeur général adjoint assurant l'intérim des fonctions de directeur général, et de M. Thierry VATIN, délégué territorial, M. Marc CHAMPION, chef de la division de Dijon, est habilité à signer, au nom du président, dans les limites de ses attributions territoriales, tous actes et décisions mentionnés aux points 5) à l'exception des autorisations comportant des prescriptions portant dispositions temporaires pendant la mise en œuvre des modifications mentionnées à l'article L. 593-15 du code de l'environnement qui sont soumises à autorisation, 5-1), 8) seulement pour ce qui concerne les récépissés de déclarations, les prescriptions spéciales, les prescriptions de l'analyse d'un tiers-expert et les récépissés de notification de cessation d'exploitation d'une installation, 11) à l'exception des décisions d'agrément des organismes notifiés ou habilités pour le contrôle des équipements sous pression nucléaires, à l'exception des décisions d'habilitation des organismes intervenant dans le domaine de l'évaluation de la conformité et des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement intervenant dans le domaine du suivi en service des équipements sous pression nucléaires, et à l'exception de la saisine de la CCAP mentionnée au 7° de l'article 24 du décret n° 99-1046 du 13 décembre 1999 susmentionné, 11-1) à l'exception des décisions d'habilitation des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement, 14) et 24) dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, 16), 21), 22) et 23) de l'article 3 de la décision n° 2016-DC-0540 du 21 janvier 2016 susvisée.

Art. 16 : 1°) En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain DELMESTRE, directeur général adjoint assurant l'intérim des fonctions de directeur général, M. Vincent MOTYKA, délégué territorial – Division de Lille, est habilité à signer, au nom du président, dans les limites de ses attributions territoriales, tous actes et décisions mentionnés aux points 5) à l'exception des autorisations comportant des prescriptions portant dispositions temporaires pendant la mise en œuvre des modifications mentionnées à l'article L. 593-15 du code de l'environnement qui sont soumises à autorisation, 5-1), 5-4), 8), 9), 11) à l'exception des décisions d'agrément des organismes notifiés ou habilités pour le contrôle des équipements sous pression nucléaires, à l'exception des décisions d'habilitation des organismes intervenant dans le domaine de l'évaluation de la conformité et des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement intervenant dans le domaine du suivi en service des équipements sous pression nucléaires, et à l'exception de la saisine de la CCAP mentionnée au 7° de l'article 24 du décret n° 99-1046 du 13 décembre 1999 susmentionné, 11-1) à l'exception des décisions d'habilitation des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement, 14) et 24) dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, 16), 21), 22), 23) et 26) de l'article 3 de la décision n° 2016-DC-0540 du 21 janvier 2016 susvisée, ainsi que les conventions à caractère local mentionnées à l'article L. 592-16 du code de l'environnement,

2°) En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain DELMESTRE, directeur général adjoint assurant l'intérim des fonctions de directeur général, et de M. Vincent MOTYKA, délégué territorial, M. François GODIN, chef de la division de Lille, est habilité à signer, au nom du président, dans les limites de ses attributions territoriales, tous actes et décisions mentionnés aux points 5) à l'exception des autorisations comportant des prescriptions portant dispositions temporaires pendant la mise en œuvre des modifications mentionnées à l'article L. 593-15 du code de l'environnement qui sont soumises à autorisation, 5-1), 8) seulement pour ce qui concerne les récépissés de déclarations, les prescriptions spéciales, les prescriptions de l'analyse d'un tiers-expert et les récépissés de notification de cessation d'exploitation d'une installation, 11) à l'exception des décisions d'agrément des organismes notifiés ou habilités pour le contrôle des équipements sous

pression nucléaires, à l'exception des décisions d'habilitation des organismes intervenant dans le domaine de l'évaluation de la conformité et des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement intervenant dans le domaine du suivi en service des équipements sous pression nucléaires, et à l'exception de la saisine de la CCAP mentionnée au 7° de l'article 24 du décret n° 99-1046 du 13 décembre 1999 susmentionné, 11-1) à l'exception des décisions d'habilitation des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement, 14) et 24) dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, 16), 21), 22) et 23) de l'article 3 de la décision n° 2016-DC-0540 du 21 janvier 2016 susvisée,

3°) En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain DELMESTRE, directeur général adjoint assurant l'intérim des fonctions de directeur général, de M. Vincent MOTYKA, délégué territorial, et de M. François GODIN, chef de la division de Lille, Mme Andrée DELRUE, cheffe du pôle « NPX », est habilitée à signer, au nom du président, dans les domaines relevant de ses attributions et dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, tous actes et décisions mentionnés au point 24) de l'article 3 de la décision n° 2016-DC-0540 du 21 janvier 2016 susvisée,

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain DELMESTRE, directeur général adjoint assurant l'intérim des fonctions de directeur général, de M. Vincent MOTYKA, délégué territorial, et de M. François GODIN, chef de la division de Lille, M. Jean-Marc DEDOURGE, chef du pôle « INB », est habilité à signer, au nom du président, dans les domaines relevant de ses attributions et dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, tous actes et décisions mentionnés au point 5-1) de l'article 3 de la décision n° 2016-DC-0540 du 21 janvier 2016 susvisée et au point 24) de l'article 3 de ladite décision seulement pour les actes pris dans le cadre des instructions des décisions en matière d'autorisation prévues à l'article 26 du décret du 2 novembre 2007 susvisé.

Art. 17 : 1°) En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain DELMESTRE, directeur général adjoint assurant l'intérim des fonctions de directeur général, Mme Françoise NOARS, déléguée territoriale – Division de Lyon, est habilitée à signer, au nom du président, dans les limites de ses attributions territoriales, tous actes et décisions mentionnés aux points 5) à l'exception des autorisations comportant des prescriptions portant dispositions temporaires pendant la mise en œuvre des modifications mentionnées à l'article L. 593-15 du code de l'environnement qui sont soumises à autorisation, 5-1), 5-4), 8), 9), 11) à l'exception des décisions d'agrément des organismes notifiés ou habilités pour le contrôle des équipements sous pression nucléaires, à l'exception des décisions d'habilitation des organismes intervenant dans le domaine de l'évaluation de la conformité et des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement intervenant dans le domaine du suivi en service des équipements sous pression nucléaires, et à l'exception de la saisine de la CCAP mentionnée au 7° de l'article 24 du décret n° 99-1046 du 13 décembre 1999 susmentionné, 11-1) à l'exception des décisions d'habilitation des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement, 14) et 24) dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, 16), 21), 22), 23) et 26) de l'article 3 de la décision n° 2016-DC-0540 du 21 janvier 2016 susvisée, ainsi que les conventions à caractère local mentionnées à l'article L. 592-16 du code de l'environnement,

2°) En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain DELMESTRE, directeur général adjoint assurant l'intérim des fonctions de directeur général, et de Mme Françoise NOARS, déléguée territoriale, Mme Marie THOMINES, cheffe de la division de Lyon, est habilitée à signer, au nom du président, dans les limites de ses attributions territoriales, tous actes et décisions mentionnés aux points 5) à l'exception des autorisations comportant des prescriptions portant dispositions

temporaires pendant la mise en œuvre des modifications mentionnées à l'article L. 593-15 du code de l'environnement qui sont soumises à autorisation, 5-1), 8) seulement pour ce qui concerne les récépissés de déclarations, les prescriptions spéciales, les prescriptions de l'analyse d'un tiers-expert et les récépissés de notification de cessation d'exploitation d'une installation, 11) à l'exception des décisions d'agrément des organismes notifiés ou habilités pour le contrôle des équipements sous pression nucléaires, à l'exception des décisions d'habilitation des organismes intervenant dans le domaine de l'évaluation de la conformité et des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement intervenant dans le domaine du suivi en service des équipements sous pression nucléaires, et à l'exception de la saisine de la CCAP mentionnée au 7° de l'article 24 du décret n° 99-1046 du 13 décembre 1999 susmentionné, 11-1) à l'exception des décisions d'habilitation des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement, 14) et 24) dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, 16), 21), 22) et 23) de l'article 3 de la décision n° 2016-DC-0540 du 21 janvier 2016 susvisée,

3°) En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain DELMESTRE, directeur général adjoint assurant l'intérim des fonctions de directeur général, de Mme Françoise NOARS, déléguée territoriale, et de Mme Marie THOMINES, cheffe de la division de Lyon, M. Olivier RICHARD, chef du pôle « NPX », est habilité à signer, au nom du président, dans les domaines relevant de ses attributions et dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, tous actes et décisions mentionnés au point 24) de l'article 3 de la décision n° 2016-DC-0540 du 21 janvier 2016 susvisée,

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain DELMESTRE, directeur général adjoint assurant l'intérim des fonctions de directeur général, de Mme Françoise NOARS, déléguée territoriale, et de Mme Marie THOMINES, cheffe de la division de Lyon, M. Richard ESCOFFIER, chef du pôle « LUDD », est habilité à signer, au nom du président, dans les domaines relevant de ses attributions et dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, tous actes et décisions mentionnés au point 5-1) de l'article 3 de la décision n° 2016-DC-0540 du 21 janvier 2016 susvisée et au point 24) de l'article 3 de ladite décision seulement pour les actes pris dans le cadre des instructions des décisions en matière d'autorisation prévues à l'article 26 du décret du 2 novembre 2007 susvisé,

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain DELMESTRE, directeur général adjoint assurant l'intérim des fonctions de directeur général, de Mme Françoise NOARS, déléguée territoriale, et de Mme Marie THOMINES, cheffe de la division de Lyon, M. Olivier VEYRET, chef du pôle « REP », est habilité à signer, au nom du président, dans les domaines relevant de ses attributions et dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, tous actes et décisions mentionnés au point 5-1) de l'article 3 de la décision n° 2016-DC-0540 du 21 janvier 2016 susvisée et au point 24) de l'article 3 de ladite décision seulement pour les actes pris dans le cadre des instructions des décisions en matière d'autorisation prévues à l'article 26 du décret du 2 novembre 2007 susvisé.

Art. 18 : 1°) En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain DELMESTRE, directeur général adjoint assurant l'intérim des fonctions de directeur général, Mme Corinne TOURASSE, déléguée territoriale – Division de Marseille, est habilitée à signer, au nom du président, dans les limites de ses attributions territoriales, tous actes et décisions mentionnés aux points 5) à l'exception des autorisations comportant des prescriptions portant dispositions temporaires pendant la mise en œuvre des modifications mentionnées à l'article L. 593-15 du code de l'environnement qui sont soumises à autorisation, 5-1), 5-4), 8), 9), 11) à l'exception des décisions d'agrément des organismes notifiés ou habilités pour le contrôle des équipements sous pression nucléaires, à l'exception des

décisions d'habilitation des organismes intervenant dans le domaine de l'évaluation de la conformité et des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement intervenant dans le domaine du suivi en service des équipements sous pression nucléaires, et à l'exception de la saisine de la CCAP mentionnée au 7° de l'article 24 du décret n° 99-1046 du 13 décembre 1999 susmentionné, 11-1) à l'exception des décisions d'habilitation des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement, 14) et 24) dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, 16), 21), 22), 23) et 26) de l'article 3 de la décision n° 2016-DC-0540 du 21 janvier 2016 susvisée, ainsi que les conventions à caractère local mentionnées à l'article L. 592-16 du code de l'environnement,

2°) En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain DELMESTRE, directeur général adjoint assurant l'intérim des fonctions de directeur général, et de Mme Corinne TOURASSE, déléguée territoriale, M. Laurent DEPROIT, chef de la division de Marseille, est habilité à signer, au nom du président, dans les limites de ses attributions territoriales, tous actes et décisions mentionnés aux points 5) à l'exception des autorisations comportant des prescriptions portant dispositions temporaires pendant la mise en œuvre des modifications mentionnées à l'article L. 593-15 du code de l'environnement qui sont soumises à autorisation, 5-1), 8) seulement pour ce qui concerne les récépissés de déclarations, les prescriptions spéciales, les prescriptions de l'analyse d'un tiers-expert et les récépissés de notification de cessation d'exploitation d'une installation, 11) à l'exception des décisions d'agrément des organismes notifiés ou habilités pour le contrôle des équipements sous pression nucléaires, à l'exception des décisions d'habilitation des organismes intervenant dans le domaine de l'évaluation de la conformité et des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement intervenant dans le domaine du suivi en service des équipements sous pression nucléaires, et à l'exception de la saisine de la CCAP mentionnée au 7° de l'article 24 du décret n° 99-1046 du 13 décembre 1999 susmentionné, 11-1) à l'exception des décisions d'habilitation des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement, 14) et 24) dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, 16), 21), 22) et 23) de l'article 3 de la décision n° 2016-DC-0540 du 21 janvier 2016 susvisée,

3°) En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain DELMESTRE, directeur général adjoint assurant l'intérim des fonctions de directeur général, de Mme Corinne TOURASSE, déléguée territoriale, et de M. Laurent DEPROIT, chef de la division de Marseille, M. Michel HARMAND, chef du pôle « NPX », est habilité à signer, au nom du président, dans les domaines relevant de ses attributions et dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, tous actes et décisions mentionnés au point 24) de l'article 3 de la décision n° 2016-DC-0540 du 21 janvier 2016 susvisée,

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain DELMESTRE, directeur général adjoint assurant l'intérim des fonctions de directeur général, de Mme Corinne TOURASSE, déléguée territoriale, et de M. Laurent DEPROIT, chef de la division de Marseille, M. Pierre JUAN, chef du pôle « LUDD », est habilité à signer, au nom du président, dans les domaines relevant de ses attributions et dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, tous actes et décisions mentionnés au point 5-1) de l'article 3 de la décision n° 2016-DC-0540 du 21 janvier 2016 susvisée et au point 24) de l'article 3 de ladite décision seulement pour les actes pris dans le cadre des instructions des décisions en matière d'autorisation prévues à l'article 26 du décret du 2 novembre 2007 susvisé.

Art. 19 : 1°) En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain DELMESTRE, directeur général adjoint assurant l'intérim des fonctions de directeur général, Mme Annick BONNEVILLE, déléguée territoriale – Division de Nantes, est habilitée à signer, au nom du président, dans les

limites de ses attributions territoriales, tous actes et décisions mentionnés aux 5) à l'exception des autorisations comportant des prescriptions portant dispositions temporaires pendant la mise en œuvre des modifications mentionnées à l'article L. 593-15 du code de l'environnement qui sont soumises à autorisation, 5-1), 5-4), 8), 9), 11) à l'exception des décisions d'agrément des organismes notifiés ou habilités pour le contrôle des équipements sous pression nucléaires, à l'exception des décisions d'habilitation des organismes intervenant dans le domaine de l'évaluation de la conformité et des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement intervenant dans le domaine du suivi en service des équipements sous pression nucléaires, et à l'exception de la saisine de la CCAP mentionnée au 7° de l'article 24 du décret n° 99-1046 du 13 décembre 1999 susmentionné, 11-1) à l'exception des décisions d'habilitation des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement, 14) et 24) dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, 16), 21), 22), 23) et 26) de l'article 3 de la décision n° 2016-DC-0540 du 21 janvier 2016 susvisée, ainsi que les conventions à caractère local mentionnées à l'article L. 592-16 du code de l'environnement. Elle est en outre habilitée à signer, au nom du président, dans les limites de ses attributions territoriales, tous actes et décisions mentionnés à l'alinéa précédent pour ce qui concerne le site de Brennilis,

2°) En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain DELMESTRE, directeur général adjoint assurant l'intérim des fonctions de directeur général, et de Mme Annick BONNEVILLE, déléguée territoriale, M. Pierre SIEFRIDT, chef de la division de Nantes, est habilité à signer, au nom du président, dans les limites de ses attributions territoriales, tous actes et décisions mentionnés aux points 5) à l'exception des autorisations comportant des prescriptions portant dispositions temporaires pendant la mise en œuvre des modifications mentionnées à l'article L. 593-15 du code de l'environnement qui sont soumises à autorisation, 5-1), 8) seulement pour ce qui concerne les récépissés de déclarations, les prescriptions spéciales, les prescriptions de l'analyse d'un tiers-expert et les récépissés de notification de cessation d'exploitation d'une installation, 11) à l'exception des décisions d'agrément des organismes notifiés ou habilités pour le contrôle des équipements sous pression nucléaires, à l'exception des décisions d'habilitation des organismes intervenant dans le domaine de l'évaluation de la conformité et des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement intervenant dans le domaine du suivi en service des équipements sous pression nucléaires, et à l'exception de la saisine de la CCAP mentionnée au 7° de l'article 24 du décret n° 99-1046 du 13 décembre 1999 susmentionné, 11-1) à l'exception des décisions d'habilitation des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement, 14) et 24) dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, 16), 21), 22) et 23) de l'article 3 de la décision n° 2016-DC-0540 du 21 janvier 2016 susvisée,

3°) En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain DELMESTRE, directeur général adjoint assurant l'intérim des fonctions de directeur général, de Mme Annick BONNEVILLE, déléguée territoriale, et de M. Pierre SIEFRIDT, chef de la division de Nantes, M. Pascal GUILLAUD, adjoint au chef de la division de Nantes, est habilité à signer, au nom du président, dans les domaines relevant de ses attributions et dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, tous actes et décisions mentionnés au point 24) de l'article 3 de la décision n° 2016-DC-0540 du 21 janvier 2016 susvisée.

Art. 20 : 1°) En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain DELMESTRE, directeur général adjoint assurant l'intérim des fonctions de directeur général, M. Christophe CHASSANDE, délégué territorial – Division d'Orléans, est habilité à signer, au nom du président, dans les limites de ses attributions territoriales, tous actes et décisions mentionnés aux points 5) à l'exception des autorisations comportant des prescriptions portant dispositions temporaires pendant la mise en

œuvre des modifications mentionnées à l'article L. 593-15 du code de l'environnement qui sont soumises à autorisation, 5-1), 5-4), 8), 9), 11) à l'exception des décisions d'agrément des organismes notifiés ou habilités pour le contrôle des équipements sous pression nucléaires, à l'exception des décisions d'habilitation des organismes intervenant dans le domaine de l'évaluation de la conformité et des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement intervenant dans le domaine du suivi en service des équipements sous pression nucléaires, et à l'exception de la saisine de la CCAP mentionnée au 7° de l'article 24 du décret n° 99-1046 du 13 décembre 1999 susmentionné, 11-1) à l'exception des décisions d'habilitation des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement, 14) et 24) dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, 16), 21), 22), 23) et 26) de l'article 3 de la décision n° 2016-DC-0540 du 21 janvier 2016 susvisée, à l'exception des actes et décisions relatifs aux installations nucléaires de base implantées dans la région d'Ile-de-France.

Il est également habilité à signer, au nom du président, dans les limites de ses attributions territoriales, les conventions à caractère local mentionnées à l'article L. 592-16 du code de l'environnement,

2°) En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain DELMESTRE, directeur général adjoint assurant l'intérim des fonctions de directeur général, et de M. Christophe CHASSANDE, délégué territorial, M. Pierre BOQUEL, chef de la division d'Orléans, est habilité à signer, au nom du président, dans les limites de ses attributions territoriales, tous actes et décisions mentionnés aux points 5) à l'exception des autorisations comportant des prescriptions portant dispositions temporaires pendant la mise en œuvre des modifications mentionnées à l'article L. 593-15 du code de l'environnement qui sont soumises à autorisation, 5-1), 8) seulement pour ce qui concerne les récépissés de déclarations, les prescriptions spéciales, les prescriptions de l'analyse d'un tiers-expert et les récépissés de notification de cessation d'exploitation d'une installation, 11) à l'exception des décisions d'agrément des organismes notifiés ou habilités pour le contrôle des équipements sous pression nucléaires, à l'exception des décisions d'habilitation des organismes intervenant dans le domaine de l'évaluation de la conformité et des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement intervenant dans le domaine du suivi en service des équipements sous pression nucléaires, et à l'exception de la saisine de la CCAP mentionnée au 7° de l'article 24 du décret n° 99-1046 du 13 décembre 1999 susmentionné, 11-1) à l'exception des décisions d'habilitation des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement, 14) et 24) dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, 16), 21), 22) et 23) de l'article 3 de la décision n° 2016-DC-0540 du 21 janvier 2016 susvisée.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain DELMESTRE, directeur général adjoint assurant l'intérim des fonctions de directeur général, et de M. Jérôme GOELLNER, délégué territorial – Division de Paris, il est habilité à signer, au nom du président, dans les limites de ses attributions territoriales, les actes et décisions mentionnés à l'alinéa précédent pour ce qui concerne les installations nucléaires de base implantées dans la région d'Ile-de-France,

3°) En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain DELMESTRE, directeur général adjoint assurant l'intérim des fonctions de directeur général, de M. Christophe CHASSANDE, délégué territorial, et de M. Pierre BOQUEL, chef de la division d'Orléans, M. Pascal BOISAUBERT, chef du pôle « NPX », est habilité à signer, au nom du président, dans les domaines relevant de ses attributions et dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, tous actes et décisions mentionnés au point 24) de l'article 3 de la décision n° 2016-DC-0540 du 21 janvier 2016 susvisée,

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain DELMESTRE, directeur général adjoint assurant

l'intérim des fonctions de directeur général, de M. Christophe CHASSANDE, délégué territorial, et de M. Pierre BOQUEL, chef de la division d'Orléans, M. Jacques CONNESSON, chef du pôle « LUDD », est habilité à signer, au nom du président, dans les domaines relevant de ses attributions et dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, tous actes et décisions mentionnés au point 5-1) de l'article 3 de la décision n° 2016-DC-0540 du 21 janvier 2016 susvisée et au point 24) de l'article 3 de ladite décision seulement pour les actes pris dans le cadre des instructions des décisions en matière d'autorisation prévues à l'article 26 du décret du 2 novembre 2007 susvisé,

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain DELMESTRE, directeur général adjoint assurant l'intérim des fonctions de directeur général, de M. Christophe CHASSANDE, délégué territorial, et de M. Pierre BOQUEL, chef de la division d'Orléans, M. Rémy ZMYSLONY, chef du pôle « REP », est habilité à signer, au nom du président, dans les domaines relevant de ses attributions et dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, tous actes et décisions mentionnés au point 5-1) de l'article 3 de la décision n° 2016-DC-0540 du 21 janvier 2016 susvisée et au point 24) de l'article 3 de ladite décision seulement pour les actes pris dans le cadre des instructions des décisions en matière d'autorisation prévues à l'article 26 du décret du 2 novembre 2007 susvisé.

Art. 21 : 1°) En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain DELMESTRE, directeur général adjoint assurant l'intérim des fonctions de directeur général, M. Jérôme GOELLNER, délégué territorial – Division de Paris, est habilité à signer, au nom du président, dans les limites de ses attributions territoriales, tous actes et décisions mentionnés aux points 5) à l'exception des autorisations comportant des prescriptions portant dispositions temporaires pendant la mise en œuvre des modifications mentionnées à l'article L. 593-15 du code de l'environnement qui sont soumises à autorisation, 5-1), 5-4), 8), 9), 11) à l'exception des décisions d'agrément des organismes notifiés ou habilités pour le contrôle des équipements sous pression nucléaires, à l'exception des décisions d'habilitation des organismes intervenant dans le domaine de l'évaluation de la conformité et des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement intervenant dans le domaine du suivi en service des équipements sous pression nucléaires, et à l'exception de la saisine de la CCAP mentionnée au 7° de l'article 24 du décret n° 99-1046 du 13 décembre 1999 susmentionné, 11-1) à l'exception des décisions d'habilitation des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement, 14) et 24) dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, 16), 21), 22), 23) et 26) de l'article 3 de la décision n° 2016-DC-0540 du 21 janvier 2016 susvisée, ainsi que les conventions à caractère local mentionnées à l'article L. 592-16 du code de l'environnement.

Il est en outre habilité à signer, au nom du président, dans les limites de ses attributions territoriales, tous actes et décisions mentionnés à l'alinéa précédent pour ce qui concerne les installations nucléaires de base implantées dans la région d'Ile-de-France,

2°) En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain DELMESTRE, directeur général adjoint assurant l'intérim des fonctions de directeur général, et de M. Jérôme GOELLNER, délégué territorial, M. Bastien POUBEAU, chef de la division de Paris, est habilité à signer, au nom du président, dans les limites de ses attributions territoriales, tous actes et décisions mentionnés aux points 5) à l'exception des autorisations comportant des prescriptions portant dispositions temporaires pendant la mise en œuvre des modifications mentionnées à l'article L. 593-15 du code de l'environnement qui sont soumises à autorisation, 5-1), 8) seulement pour ce qui concerne les récépissés de déclarations, les prescriptions spéciales, les prescriptions de l'analyse d'un tiers-expert et les récépissés de notification de cessation d'exploitation d'une installation, 11) à l'exception des décisions d'agrément des organismes notifiés ou habilités pour le contrôle des équipements sous pression nucléaires, à l'exception des décisions d'habilitation des organismes intervenant dans le

domaine de l'évaluation de la conformité et des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement intervenant dans le domaine du suivi en service des équipements sous pression nucléaires, et à l'exception de la saisine de la CCAP mentionnée au 7° de l'article 24 du décret n° 99-1046 du 13 décembre 1999 susmentionné, 11-1) à l'exception des décisions d'habilitation des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement, 14) et 24) dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, 16), 21), 22) et 23) de l'article 3 de la décision n° 2016-DC-0540 du 21 janvier 2016 susvisée,

3°) En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain DELMESTRE, directeur général adjoint assurant l'intérim des fonctions de directeur général, de M. Jérôme GOELLNER, délégué territorial, et de M. Bastien POUBEAU, chef de la division de Paris, M. Thierry CHRUPEK, chef du pôle « A », est habilité à signer, au nom du président, dans les domaines relevant de ses attributions et dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, tous actes et décisions mentionnés au point 24) de l'article 3 de la décision n° 2016-DC-0540 du 21 janvier 2016 susvisée,

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain DELMESTRE, directeur général adjoint assurant l'intérim des fonctions de directeur général, de M. Jérôme GOELLNER, délégué territorial, et de M. Bastien POUBEAU, chef de la division de Paris, Mme Anne PILLON, cheffe du pôle « B », est habilitée à signer, au nom du président, dans les domaines relevant de ses attributions et dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, tous actes et décisions mentionnés au point 24) de l'article 3 de la décision n° 2016-DC-0540 du 21 janvier 2016 susvisée.

Art. 22 : 1°) En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain DELMESTRE, directeur général adjoint assurant l'intérim des fonctions de directeur général, Mme Emmanuelle GAY, déléguée territoriale – Division de Strasbourg, est habilitée à signer, au nom du président, dans les limites de ses attributions territoriales, tous actes et décisions mentionnés aux points 5) à l'exception des autorisations comportant des prescriptions portant dispositions temporaires pendant la mise en œuvre des modifications mentionnées à l'article L. 593-15 du code de l'environnement qui sont soumises à autorisation, 5-1), 5-4), 8), 9), 11) à l'exception des décisions d'agrément des organismes notifiés ou habilités pour le contrôle des équipements sous pression nucléaires, à l'exception des décisions d'habilitation des organismes intervenant dans le domaine de l'évaluation de la conformité et des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement intervenant dans le domaine du suivi en service des équipements sous pression nucléaires, et à l'exception de la saisine de la CCAP mentionnée au 7° de l'article 24 du décret n° 99-1046 du 13 décembre 1999 susmentionné, 11-1) à l'exception des décisions d'habilitation des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement, 14) et 24) dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, 16), 21), 22), 23) et 26) de l'article 3 de la décision n° 2016-DC-0540 du 21 janvier 2016 susvisée, ainsi que les conventions à caractère local mentionnées à l'article L. 592-16 du code de l'environnement,

2°) En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain DELMESTRE, directeur général adjoint assurant l'intérim des fonctions de directeur général, et de Mme Emmanuelle GAY, déléguée territoriale, M. Pierre BOIS, chef de la division de Strasbourg, est habilité à signer, au nom du président, dans les limites de ses attributions territoriales, tous actes et décisions mentionnés aux points 5) à l'exception des autorisations comportant des prescriptions portant dispositions temporaires pendant la mise en œuvre des modifications mentionnées à l'article L. 593-15 du code de l'environnement qui sont soumises à autorisation, 5-1), 8) seulement pour ce qui concerne les récépissés de déclarations, les prescriptions spéciales, les prescriptions de l'analyse d'un tiers-expert et les récépissés de notification de cessation d'exploitation d'une installation, 11) à l'exception des

décisions d'agrément des organismes notifiés ou habilités pour le contrôle des équipements sous pression nucléaires, à l'exception des décisions d'habilitation des organismes intervenant dans le domaine de l'évaluation de la conformité et des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement intervenant dans le domaine du suivi en service des équipements sous pression nucléaires, et à l'exception de la saisine de la CCAP mentionnée au 7° de l'article 24 du décret n° 99-1046 du 13 décembre 1999 susmentionné, 11-1) à l'exception des décisions d'habilitation des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement, 14) et 24) dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, 16), 21), 22) et 23) de l'article 3 de la décision n° 2016-DC-0540 du 21 janvier 2016 susvisée,

3°) En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain DELMESTRE, directeur général adjoint assurant l'intérim des fonctions de directeur général, de Mme Emmanuelle GAY, déléguée territoriale, et de M. Pierre BOIS, chef de la division de Strasbourg, M. Bastien DION, chef du pôle « NPX », est habilité à signer, au nom du président, dans les domaines relevant de ses attributions et dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, tous actes et décisions mentionnés au point 24) de l'article 3 de la décision n° 2016-DC-0540 du 21 janvier 2016 susvisée,

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain DELMESTRE, directeur général adjoint assurant l'intérim des fonctions de directeur général, de Mme Emmanuelle GAY, déléguée territoriale, et de M. Pierre BOIS, chef de la division de Strasbourg, M. Vincent BLANCHARD, chef du pôle « INB », est habilité à signer, au nom du président, dans les domaines relevant de ses attributions et dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, tous actes et décisions mentionnés au point 5-1) de l'article 3 de la décision n° 2016-DC-0540 du 21 janvier 2016 susvisée et au point 24) de l'article 3 de ladite décision seulement pour les actes pris dans le cadre des instructions des décisions en matière d'autorisation prévues à l'article 26 du décret du 2 novembre 2007 susvisé.

Art. 23 : La décision CODEP-CLG-2016-003070 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 21 janvier 2016 portant délégation de signature aux agents est abrogée.

Art. 24 : Le directeur général de l'Autorité de sûreté nucléaire est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* de l'Autorité de sûreté nucléaire.

Fait à Montrouge, le 6 juillet 2016.

Signé par :

Le Président de l'Autorité de sûreté nucléaire

Pierre-Franck CHEVET